

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services

Par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale.

Le service commun de direction générale des services ainsi modifié intègre un Département mutualisé en charge de la culture et du sport.

Ce Département a plus principalement pour mission de développer une politique culturelle et sportive ambitieuse au service du rayonnement et de l'attractivité de Montpellier et de sa Métropole et d'amplifier l'offre culturelle et sportive de proximité pour la Ville de Montpellier qui contribue aux politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Dans ce cadre, il apparaît plus particulièrement indispensable de mieux coordonner, conforter et rendre plus lisibles les actions en direction du sport et de la jeunesse au cœur d'une politique plus forte et volontariste en la matière.

Aussi, afin d'atteindre ces objectifs, il est proposé la création d'un Pôle dédié à la jeunesse et aux sports, sous l'autorité d'un directeur mutualisé et qui aura pour mission :

- ✓ La dynamisation et la réorganisation des politiques et des équipes d'animation tant terrestres qu'aquatiques ;
- ✓ Le renforcement de la position de la Métropole de Montpellier dans sa position d'excellence en matière de sport de haut niveau, tant par un suivi plus rapproché des clubs que par un pilotage structuré des événements ;
- ✓ La mise en valeur et le soutien au sport de proximité, avec une attention forte aux actions dans les quartiers de la Ville de Montpellier ;
- ✓ La mise en perspective d'une politique jeunesse transversale, lisible et adaptée à l'évolution des compétences en cours ;
- ✓ La gestion active et optimisée d'un réseau d'équipements sportifs dense et varié intégrant pleinement la prise en compte des enjeux de maintenance et de renouvellement du parc.

Par ailleurs, le service commun de direction générale des services intégrait une mission projet managérial, rattachée au Pôle ressources humaines et relations sociales.

Par leurs délibérations respectives en date du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont approuvé la création d'un service commun Pôle ressources humaines et relations sociales. Ce nouveau service commun intègre désormais la mission projet managérial, qu'il convient donc de retirer du service commun de direction générale des services.

La Ville de Montpellier saisit son Comité technique le 19 juillet 2017 et son assemblée délibérante le 20 juillet 2017, aux fins d'approuver et de signer ledit avenant et la fiche d'impact.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'assemblée délibérante sont également sollicités pour se prononcer sur l'avenant à la convention de service commun de Direction Générale et sur la fiche d'impact correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications apportées au service commun de Direction Générale des Services,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juillet 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Fiche d'impact avenant n°2

- Convention modifiée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170720-9222-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 25/07/17
Réception en Préfecture : 25/07/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.